

que à laquelle le député de Lambton et ses amis ont pris la direction des affaires, une augmentation de \$9,820,322.

Les amis du gouvernement prétendent toutefois que dans l'augmentation des dépenses de 1873-74, il se trouve des items au montant de près d'un million, qui ont été souvent signalés, comme ajoutés à tort par le ci-devant ministre des finances à l'exercice de cette année, pendant qu'ils auraient dû être imputés à l'année suivante. Et cette prétention, je crois que mon honorable ami qui occupe un siège devant moi (M. Tilley) est en mesure d'en établir la justice. Nous avons insisté sur ce fait lorsque nous avons pris sa défense, pendant qu'il était hors de cette Chambre et qu'il occupait une position qui ne lui permettait pas de descendre dans l'arène, pour justifier sa conduite comme il l'a fait depuis. On peut affirmer sans crainte qu'il y aurait, en chiffres ronds, au moins \$950,000 ajoutées à tort par ses prédécesseurs aux dépenses de 1873-74, à déduire de l'augmentation ci-dessus, ce qui la réduirait à \$8,870,322, et à déduire des dépenses totales de 1873-74, ce qui les ramènerait à \$22,466,316. Ce chiffre devrait ensuite être imputé à la dépense de l'année 1874-75, en sorte que nous aurions une dépense totale de \$24,663,071, pour la première année fiscale complète de l'administration réformatrice.

L'exactitude de cet état est virtuellement prouvée par la comparaison de ses chiffres avec ceux de la deuxième année fiscale de nos économes amis, ces bruyants avocats du retranchement.

Cette année-là, 1875-76, nous a donné le chiffre étonnant de \$24,488,372, et celle des deux dernières années qui a vu se terminer leur règne, a pu être réduite seulement par un expédient qui est loin de leur faire honneur.

Pendant que les autres chapitres des dépenses administratives augmentaient dans une proportion effrayante, bien que le revenu diminuât constamment, et en face de la grande dépression qui nous avait atteints et qui paralysait le commerce et abattait toutes les industries, la politique imprudente du gouvernement, pour l'exercice de 1876-77 a fait faire au pays une dépense de \$23,519,301, imputables sur le revenu; et encore cette dépense n'a-t-elle pu être maintenue à ce chiffre déjà énorme qu'en retranchant \$428,079 au chapitre de la milice et \$682,128, sur

les travaux publics imputables au revenu. Comparativement aux dépenses de ces deux départements l'année précédente, une économie de \$1,110,207 a été ainsi obtenue, sans quoi la dépense totale pour 1876-77 aurait été de \$24,629,508.

On a suivi le même système pour 1877-78; l'item de la milice a été de \$360,404 de moins, et celui des travaux publics de \$950,347, de moins aussi qu'en 1875-76. La dépense totale de cette année, nonobstant ces réductions anormales, a été de \$25,503,158, et, sans cela elle se serait élevée à \$24,813,909. Il ne peut y avoir aucun mérite à opérer une réduction par des expédients comme ceux que je viens de signaler. Si les travaux publics imputables sur le revenu avaient été complétés comme on nous l'avait fait espérer, cette dépense aurait naturellement pris fin.

Pour ce qui est de la milice, nous connaissons celui qui présidait à ce département, et ses antécédents sont de nature à nous porter à croire qu'il ne se serait opposé à aucune réduction de nos forces défensives.

A tout événement, il est évident que les dépenses du gouvernement libéral-conservateur qui ont été dénoncées avec tant de violence par les honorables messieurs de la gauche et surtout par le ci-devant premier et par son ministre des finances, ont été dépassées sous leur propre administration.

Il serait facile de justifier, item par item, tout les chiffres dont la responsabilité incombe de près ou de loin à mon honorable ami (M. Tilley) ou à ses anciens collègues ou à ses prédécesseurs.

Dans la session du printemps de 1873, le ci-devant ministre des finances, qui avait été combattu à outrance, à son élection d'août 1872, par le *Globe* et son parti, fit ce discours prophétique, qui a été si souvent cité, mais dont il ne reste malheureusement aucun rapport complet dans les archives publiques. Je réclame cependant pour lui, le mérite d'avoir prévu, dans ce discours la crise commerciale qui nous menaçait et qui s'est abattue comme une trombe sur le pays, dans l'automne de 1873. Elle avait déjà répandu la panique et la terreur aux Etats-Unis, lorsque l'honorable monsieur et ses collègues ont accepté leurs portefeuilles; et elle avait gagné la Grande-Bretagne et